

JOURNÉE MÉTHODOLOGIQUE PRÉ-ÉCOLE D'ÉTÉ

Mobiliser des approches critiques pour repenser la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la diversité des expressions culturelles

15 mai 2025, de 8h30 à 14h00

Salle 2419, pavillon Charles-De
Koninck, Université Laval
En ligne via Zoom

Inscription obligatoire



© Meet Me Halfway. Chun Hua Catherine Dong. Four channel VR video installation. Installation view at Phi Foundation for Contemporary Art, 2023.
Photo courtesy of the artist.



Chaire UNESCO sur la diversité
des expressions culturelles

École supérieure
d'études internationales



JOURNÉE MÉTHODOLOGIQUE PRÉ-ÉCOLE D'ÉTÉ

Mobiliser des approches critiques pour repenser la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la diversité des expressions culturelles

Jeudi 15 mai 2025, de 8h30 à 14h00

Salle 2419 Pavillon Charles-De Koninck et en ligne via Zoom

8h15 Accueil des participants

8h30 Mots de bienvenue

8h40 ATELIER 1 : L'APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS

- Conférencière : **Yvonne Donders**, professeure, Faculté de droit, Université d'Amsterdam
- Discutante : **Christine Vézina**, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
- Commentaires des membres de la Chaire UNESCO : **Jules Poulain-Welter**, étudiant à la maîtrise, Université Laval et **Iris Richer**, doctorante, Université Laval

9h40 – 09h50 Pause-café

9h50 ATELIER 2 : L'APPROCHE TECHNOLOGIQUE

- Conférencière : **Delphine Dogot**, Maître de conférence en droit, Université catholique de Lille
- Discutant : **Vincent Gautrais**, professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal
- Commentaires des membres de la Chaire UNESCO : **Clémence Varin**, doctorante, Université Laval et Université de Rennes et **Laurence Cuny**, doctorante, Université Laval et Université Paris 1

10h50 – 11h00 Pause-café

11h00 ATELIER 3 : L'APPROCHE FÉMINISTE

- Conférencière : **Hélène Ruiz Fabri**, professeure à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1
- Discutante : **Danielle Cliche**, Chef, Politiques et stratégies pour l'égalité des genres au sein du cabinet du directeur général de l'UNESCO
- Commentaires des membres de la Chaire UNESCO : **Charlotte Tessier**, doctorante, Université Laval et **Véronique Guèvremont**, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval

12h00 – 13h00 Dîner

13h00 ATELIER 4 : L'APPROCHE DÉCOLONIALE

- Conférencière : **Laura Cahier**, Docteure en droit public, Aix-Marseille Université
- Discutant·e : (à confirmer)
- Commentaires des membres de la Chaire UNESCO : **Ivana Otasevic**, directrice adjointe et coordinatrice de la Chaire UNESCO, Université Laval et **Laura O'Brien**, professionnelle de recherche, Université Laval

14h00 Mots de clôture

BIOGRAPHIES DES PARTICIPANTS



Laura Cahier, Docteure en droit public, Aix-Marseille Université

Diplômée d'un Master en Affaires Internationales (Sciences Po Lyon) et d'un Master en Droits Humains et Droit Humanitaire (Paris 2 Panthéon-Assas), Laura Cahier a obtenu son doctorat en droit public à Aix-Marseille Université. Ses recherches portent sur les droits des femmes autochtones, les violences intersectionnelles et environnementales, et le pluralisme juridique, selon une perspective décoloniale et féministe. Elle a réalisé plusieurs enquêtes auprès de militantes autochtones mobilisées pour la défense de leurs droits au Guatemala et aux États-Unis. Entre 2018 et 2021, Laura Cahier était coordinatrice du pôle Washington D.C. de l'Institut des Amériques et chercheuse invitée à Georgetown University. Elle a enseigné à Sciences Po Lyon et travaillé dans différentes organisations de défense des droits des Peuples autochtones, notamment l'Indian Law Resource Center à Washington, et comme consultante pour le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.



Danielle Cliche, Chef, Politiques et stratégies pour l'égalité des genres au sein du cabinet du directeur général de l'UNESCO

Danielle Cliche, PhD, Chief, Policies and Strategies for Gender Equality in the Cabinet of the Director General for UNESCO, where she has launched new areas of work on gendered disinformation, technology facilitated gender-based violence in the era of AI as well as Red Teaming AI for social good.

Dr. Cliche joined UNESCO in 2009 as Secretary of the UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions, the 1980 Recommendation on the Status of Artists and the 1952 Universal Copyright Convention. She was also Chief of Section on the Diversity of Cultural Expressions (2009-2019) where she created the first operational programmes to implement the 2005 Convention worldwide, especially at the country level, through the creation of the International Fund for Cultural Diversity and programmes to build technical capacities for cultural policy development involving government ministries, cultural professionals, private sector and civil society organisations. She opened new areas of work for UNESCO on artistic freedom, gender equality in the creative industries or preferential treatment for fair trade on culture. She innovated statutory processes that led to the first ever simultaneous negotiation by member states and civil society stakeholders of global guidelines on the diversity of cultural expressions in the digital environment. Previously she was research manager for the European Institute of Comparative Cultural Research (ERICarts Institute) and founding co-editor of the Compendium of Cultural Policies and Trends in Europe.



Delphine Dogot, Maître de conférences en droit, Université catholique de Lille

Delphine Dogot est Maître de conférences en droit à l'Université catholique de Lille, campus de Paris, où elle travaille au carrefour du droit et technologies, droit international et philosophie du droit en particulier autour des problématiques liées à la gouvernance globale, à la sécurité et au risque. Elle est directrice de LeStudio, un laboratoire collaboratif et créatif numérique/droit et directrice du Master Droit, Gouvernance et Digital. Ses recherches portent sur la transformation du droit et de la gouvernance par les technologies. Elle travaille actuellement sur les architectures de gouvernance transformée par les dispositifs algorithmique ainsi que Web3, sur les discours sur la cybersécurité et les villes intelligentes ainsi que sur les relations entre pensée algorithmique et pratiques juridiques.



Yvonne Donders, professeure, Faculté de droit, Université d'Amsterdam

Yvonne Donders is Director of the Amsterdam Graduate School of Law and Professor of International Human Rights at the Department of International and European Law at the [University of Amsterdam](#). She is elected member of the UN [Human Rights Committee](#) for the term 2023-2027.

Yvonne Donders holds a PhD from the Law Faculty of Maastricht University on cultural human rights and the right to cultural identity. Her current research and teaching focus on public international law; international human rights law, in particular economic, social and cultural rights, human rights and cultural diversity and the human right to science. Yvonne Donders is currently member of the Steering Committee of the Netherlands Network of Human Rights Research ([NNHRR](#)) and member of the Editorial Board and Executive Editor of the Netherlands Quarterly of Human Rights ([NQHR](#)). Previously she was Head of the Department of International and European Law (2015-2022) and worked as Commissioner at the [Netherlands National Human Rights Institute](#) (2019-2022). She also worked as Programme Specialist Human Rights at UNESCO HQ in Paris (2003-2006).



Vincent Gautrais, professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal

Vincent Gautrais est professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et chercheur au Centre de recherche en droit public (CRDP), centre où il a été le directeur pendant 8 ans (2014 – 2022). Depuis 2015, il est le titulaire de la Chaire L.R. Wilson sur le droit des

technologies de l'information et du commerce électronique. Avant cela, il a été titulaire de la Chaire d'excellence de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques (2003 - 2015). Depuis ses travaux doctoraux (thèse obtenue en 1998 (5% des meilleures thèses), du commerce électronique à l'intelligence artificielle, il enseigne et effectue des recherches sur les interactions entre droit et technologies. Il est également avocat au Barreau du Québec. Pour en savoir plus, voir www.gautrais.com.



Hélène Ruiz Fabri, professeure à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1

Hélène Ruiz Fabri est professeure à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), après un détachement de neuf ans en tant que directrice de l'Institut Max Planck Luxembourg pour le droit procédural, où elle a dirigé le département de droit international et de résolution des conflits. Elle est membre associée de l'Institut de droit international, ancienne présidente de la Société européenne de droit international, ancienne directrice de l'École de droit de la Sorbonne et d'un centre de recherche en droit comparé.

Elle a publié de nombreux ouvrages, notamment sur le droit international général, le règlement des différends internationaux et le droit procédural, ainsi que sur le droit international économique. Elle a dirigé l'édition de la Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law (OUP) et du *Journal of World Investment and Trade* (Brill). En 2015, elle a reçu la médaille d'argent du CNRS pour ses travaux de recherche. Elle a également une expérience de praticienne. Elle a travaillé comme experte pour le Conseil de l'Europe (en tant que consultante juridique sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme dans les pays d'Europe de l'Est) et pour l'administration française et l'Organisation internationale de la francophonie (en tant que consultante juridique sur la diversité culturelle et le droit international du commerce). Elle est juge au Tribunal de la Banque des règlements internationaux et membre de l'Appeals Board de l'EMCWF. Elle a siégé ou siège comme arbitre dans plusieurs tribunaux CIRDI, dans des tribunaux CNUDCI à la Cour permanente d'arbitrage, et dans des arbitrages dans le cadre d'accords extérieurs de l'Union européenne.



Christine Vézina, professeure titulaire, faculté de droit, Université Laval

Chercheuse principale et directrice de la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES), co-directrice du Centre d'étude en droit administratif et constitutionnel (CEDAC).

Christine Vézina travaille sur les injustices socio-économiques et de santé. Elle mobilise les théories socio-juridiques et la méthodologie empirique pour développer des recherches qui visent à saisir le droit en action, tel qu'il est ou non mobilisé par les acteurs sociaux. La professeure Vézina cherche à mieux comprendre la culture juridique des droits de la personne qui (re)produit la marginalisation des droits économiques sociaux et culturels, tels les droits à la santé, au logement, à l'alimentation suffisante et à un niveau de vie suffisant au Québec et au Canada. Dans le cadre de ce programme de recherche empirique, elle cherche à cerner la place des droits économiques et sociaux dans les pratiques, représentations et valeurs des acteurs œuvrant au sein et en périphérie du système judiciaire et du législateur, dans le cadre du processus d'adoption des lois.

Équipe de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles

Laurence Cuny, Doctorante, Faculté de droit, Université Laval et Université Paris 1

Véronique Guèvremont, Professeure titulaire, titulaire de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles, Faculté de droit, Université Laval

Laura O'Brien, Professionnelle de recherche, Faculté de droit, Université Laval

Ivana Otasevic, Directrice adjointe et coordinatrice de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles, Faculté de droit, Université Laval

Jules Poulain-Welter, Étudiant à la maîtrise, Faculté de droit, Université Laval

Iris Richer, Doctorante, Faculté de droit, Université Laval

Charlotte Tessier, Doctorante, Faculté de droit, Université Laval

Clémence Varin, Doctorante, Faculté de droit, Université Laval et Université de Rennes